



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Reconstitution du Fonds vert pour le climat

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Bercy

Vendredi 25 octobre 2019

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Mesdames et messieurs les ministres,

Mesdames et messieurs les ambassadeurs,

Monsieur le directeur exécutif du Fonds vert, cher Yannick Glemarec,

Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux de vous accueillir à Bercy pour cette reconstitution du Fonds vert pour le climat sur la période 2020-2022. Nous avons créé le Fonds vert il y a 10 ans avec un objectif : soutenir les pays en développement dans leur transition vers un modèle de croissance durable. Sans lesquels il n'y aura pas de succès dans la lutte contre le changement climatique.

Aujourd'hui, nous allons réussir une reconstitution ambitieuse de ce fond malgré le retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris. Nous allons reconstituer le Fond à hauteur de près de 10 milliards de dollars de contributions que vous allez annoncer d'ici quelques instants et qui sont la preuve de cet engagement. Près de 10 milliards de dollars, je le dis pour le directeur exécutif du Fonds vert, pour chacun d'entre vous ici : c'est un grand succès. C'est un succès à la hauteur des ambitions qui avaient été fixées par le président de la République. De nombreux pays vont doubler leur contribution et apporter deux fois plus que ce qu'ils avaient mis lors de la constitution même du Fonds : l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Corée du Sud, le Luxembourg, l'Islande ou encore Monaco.

Et je tiens, en mon nom et au nom du président de la République, à remercier chacun de ces Etats qui ont accepté de multiplier par deux, leur contribution au Fonds vert. La France aussi, comme l'a annoncé le président de la République, à Biarritz contribuera à hauteur de 1,5 milliard d'euros à la reconstitution de ce Fonds vert. C'est un succès, non seulement pour les pays qui participent à la reconstitution de ce fonds, mais surtout un succès pour les pays en voie de développement, car le Fonds c'est le principal moyen financier à disposition de ces pays pour lutter contre le réchauffement climatique qui touche principalement ces Etats.

Il va financer, par exemple, les programmes d'énergie solaire de la Banque africaine de développement au Burkina Faso, des programmes de l'Agence française de développement, les programmes WWF pour protéger les forêts du Bhoutan. Ce sont derrière ces 10 milliards de dollars des projets très concrets pour les pays en développement qui sont engagés et financés. C'est aussi, je tiens à le dire, un succès européen et je veux le dire avec beaucoup de force, car vous connaissez mes convictions européennes.

C'est un succès européen et dans un temps où il est toujours bon de critiquer les réalisations européennes, c'est une vraie réalisation européenne. La France, l'Allemagne, le Royaume-Uni contribuent à eux seuls, à hauteur de 5 milliards de dollars. C'est dire à quel point l'Europe est engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et à quel point l'Europe, aujourd'hui, à travers la planète, est probablement le continent leader en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

C'est aussi un succès pour la France qui se bat depuis l'Accord de Paris, sous l'autorité du président de la République, pour faire face à l'urgence écologique, apporter des réponses concrètes et mobiliser le plus possible l'ensemble des Etats de la planète.



L'accord de Paris a montré, d'ailleurs, très clairement que nous devons aller de l'avant pour limiter l'augmentation des températures, que les solutions sont connues et qu'il est désormais urgent de les mettre en œuvre. Le réchauffement climatique est beaucoup plus rapide que prévu, les conséquences sont dramatiques et irréversibles, et donc nous devons agir par tous les moyens possibles et le Fonds vert est un des moyens à notre disposition. Ce n'est pas le seul.

Il faut inverser la tendance. Je ne crois pas au fatalisme, et je ne crois pas à la résignation. Nous devons nous donner tous les moyens pour réussir. Il n'y a pas de baguette magique pour lutter contre le réchauffement climatique. C'est un ensemble de mesures fortes, inscrites dans le temps, qui nous permettront de gagner cette bataille contre le réchauffement climatique, qui est la bataille de notre génération.

D'abord, nous devons relever nos ambitions nationales. Je sais bien le doute et le scepticisme qui entourent toutes ces annonces multilatérales. Il faut commencer par balayer devant sa porte et il faut commencer par faire le travail chez soi pour lutter contre le réchauffement climatique. Nos politiques publiques doivent être orientées pour décarboner notre économie et atteindre l'objectif qui a été fixé par la loi zéro émission de CO2 en 2050.

Le Pacte Productif, que j'ai présenté il y a quelques semaines, vise justement à conjuguer production et lutte contre le réchauffement climatique en nous donnant les moyens très concrets de parvenir à cet objectif zéro carbone en 2050. Pour cela nous voulons montrer la voie en matière de financements verts. La France a ouvert une voie qu'elle compte bien faire prospérer dans les années qui viennent. Nous avons été le premier Etat à émettre une obligation verte en janvier 2017 : 7 milliards d'euros. Elle a atteint désormais un montant total de 20,6 milliards d'euros. C'est donc aujourd'hui une des obligations vertes les plus importantes au monde. La France a été à l'initiative et elle poursuit le développement de cette obligation verte, et nous continuerons en 2020.

Nous sommes ambitieux aussi en termes d'investissements directs puisque nous consacrons 20 milliards d'euros à la transition écologique au cours du quinquennat. Je le dis à tous, les sceptiques, à tous les critiques, nous pouvons toujours faire mieux, bien entendu, mais il y a déjà 20 milliards d'euros qui sont engagés sur la durée du quinquennat en investissements directs, que ce soit les financements d'énergies renouvelables, les primes à la conversion ou d'autres aides qui sont apportées aux ménages pour lutter contre le réchauffement climatique, lutter contre le gaspillage ou mieux, recycler les plastiques.

Cela passe également, toujours en France, par un Etat exemplaire et transparent. Il ne l'a pas toujours été, il doit l'être. Les investisseurs publics doivent être exemplaires en matière de lutte contre le réchauffement climatique. L'Agence française de développement et la Banque publique d'investissement financent massivement les projets de transition énergétique : 1 milliard d'euros dans les trois prochaines années pour la seule Banque publique d'investissement.

Les entreprises publiques aussi doivent être exemplaires. J'ai donc demandé à ce que chaque entreprise, je dis bien chaque entreprise dans laquelle l'Etat a une participation, mette en place une stratégie de réduction des émissions de CO2. Je souhaite que les travaux engagés sur ce sujet aboutissent au plus vite et que nous ayons dans les entreprises dans lesquelles l'Etat a une participation, les standards les plus élevés sur l'empreinte carbone. En termes de calendrier, nous devons avoir un plan d'action rapidement pour les entreprises publiques ou à participation publique.



Le budget de l'Etat doit également être transparent, c'est le sens du budget vert que nous établirons dès l'année prochaine avec Gérard Darmanin, pour que les Français voient bien quels sont les programmes budgétaires verts que nous mettons en place.

Nous devons aussi, pour compléter cette stratégie nationale, avoir une stratégie européenne car la transition écologique ne se joue pas à l'échelle des nations mais bien-entendue à l'échelle de l'Union européenne.

A quoi bon, par exemple, augmenter le prix du carbone en France, si nos voisins ne le font pas ? Et à quoi bon augmenter le prix du carbone dans n'importe quel Etat européen, si tous les Etats européens ne vont pas dans la même direction ? Nous avons donc besoin d'une tarification carbone à la frontière de l'Union européenne. C'est un point absolument capital à mes yeux parce que le modèle qui consisterait à réduire nos émissions de carbone à l'intérieur des frontières de l'Union et dans le même temps à délocaliser des productions carbonées qui reviendraient ensuite sous forme d'importation en Europe, c'est un modèle stupide, injuste et inefficace.

Et c'est malheureusement le modèle que nous avons développé au cours des années passées. Nous avons eu la double peine: la délocalisation de nos activités industrielles et l'augmentation de l'importation de CO₂. On se donne bonne conscience en réduisant le CO₂ en France et à l'échelle européenne, mais la planète n'est pas gagnante pour autant parce que nous réimportons du carbone avec nos importations. C'est un mauvais modèle. Je le redis, il est stupide, injuste et inefficace. Le modèle que nous proposons avec le président de la République, c'est la réduction de l'empreinte carbone en France.

Je viens d'en parler mais c'est aussi taxer les importations de carbone de nos importations pour éviter de réimporter le carbone que nous avons réduit à l'intérieur des frontières de l'Union européenne. Cette taxation du carbone aux frontières de l'Union européenne est une exigence absolue sur laquelle nous devons nous entendre rapidement et qui doit faire l'objet de décisions politiques majeures de la part de l'ensemble des Etats européens dans les meilleurs délais possibles.

En matière de transports polluants, même chose, tout le monde me dit " c'est complètement stupide d'aller taxer le carburant des avions ". Vous allez pénaliser le transport aéronautique. Moi, je veux bien, mais je suis pragmatique. Et nous devons entendre ce que nous disent nos compatriotes. Ils nous disent qu'on leur demande des efforts sur leur logement. On leur demande des efforts sur leur transport individuel. On a fixé des objectifs en matière de réduction de CO₂ pour les voitures individuelles qui sont extraordinairement ambitieux. Tant mieux. Mais pourquoi est-ce que le transport aérien ou le transport maritime seraient exonérés des mêmes efforts ? Aucun argument technique ne résiste à cet argument de fond qui est que chaque mode de transport doit être traité de manière équitable, avec la même ambition la réduction de l'empreinte carbone. Et ça ne peut effectivement être fait qu'à l'échelle européenne, comme pour l'industrie automobile. Si vous laissez des voitures produire du CO₂ en Allemagne ou en France et plus en Italie ou en Espagne, c'est injuste et inefficace. Si demain, vous taxez le transport aérien en France ou en Allemagne, mais pas en République tchèque, pas en Hongrie ou pas en Belgique ou en Espagne, c'est à la fois injuste et inefficace.



Nous devons parvenir à une tarification européenne du carburant, des avions et des bateaux pour que ces modes de transport, eux aussi, participent à la lutte contre le réchauffement climatique, mais d'une manière qui ne pénalise pas un pays ou un autre.

En matière de financement, toujours au niveau européen, nous proposons que la Banque européenne d'investissement devienne une véritable Banque du climat avec la moitié de ses financements dédiés à la transition énergétique.

Comment garantir que tous ces financements soient effectivement verts ? C'est un des points absolument cruciaux. Je me suis engagé de longue date pour la finance verte. Et j'ai eu l'occasion de dire à plusieurs reprises et que je répète devant vous aujourd'hui, la finance sera verte ou elle ne le sera pas.

Parce que nos compatriotes n'accepteront pas d'aller placer leurs économies dans des banques ou dans des entreprises d'investissement qui ne leur garantissent pas que leur argent va à la lutte contre le réchauffement climatique. Je ne connais pas un jeune de 20 ans qui va aller déposer son argent dans une banque qui continuerait à financer des mines de charbon. Pas un. Ils refuseront tous et ils auront raison. Simplement pour donner cette garantie-là, il faut une transparence. Il faut des règles qui soient les mêmes pour tous.

C'est la fameuse question de la taxonomie des investissements verts. Pour cela, je propose que des règles communes soient adoptées dans les meilleurs délais possibles. C'est-à-dire, si possible, dès la fin 2019. Nous devons fixer une ambition au niveau européen. Nous voulons qu'un label écologique européen des produits financiers soit mis en place dès 2020, une fois que les règles seront adoptées. Ce label devrait avoir le même succès que celui qu'ont eu les labels d'investissement social en France. Ce label devra intégrer l'énergie nucléaire.

Je le dis parce que je vois bien les débats qu'il peut y avoir aujourd'hui, mais qui sont des débats plus idéologiques que technologiques. Je suis les scientifiques. Je suis ce que nous disent les études, y compris du GIEC, qui sont absolument sans ambiguïté. Nous ne pouvons pas réussir la transition écologique et nous ne pouvons pas parvenir à notre objectif en termes de lutte contre le réchauffement climatique sans l'énergie nucléaire. Je ne suis pas scientifique. Je ne suis pas spécialiste de ces questions climatiques, mais je vois des scientifiques, je discute avec des scientifiques. Je lis ce que disent les scientifiques. Ils nous disent tous : « vous avez fixé des objectifs ambitieux, en l'état actuel des technologies, vous ne pourrez pas parvenir à cet objectif sans l'énergie nucléaire ». Alors que certains me disent : « on ne va pas mettre l'énergie nucléaire dans ce label écologique européen des produits financiers parce que nous considérons qu'elle ne participe à la lutte contre le réchauffement climatique ». C'est de l'idéologie. Ce n'est pas de la science. Je pense que la lutte contre le réchauffement climatique a besoin de science. Elle a besoin de raison, beaucoup plus que d'idéologie. C'est pour ça que la France plaidera pour que l'énergie nucléaire fasse partie de ce label écologique.

Enfin, et c'est mon dernier point, nous devons faire preuve de cohérence en matière climatique. Je pense qu'il faut mettre de l'ambition pour lutter contre le réchauffement climatique. Je pense qu'il faut mettre de la coordination, en particulier au niveau européen, parce que l'Europe, et ce sera son honneur, sera le continent qui, au XXIème siècle, aura le mieux porté la lutte contre le réchauffement climatique. Mais il faut aussi, et c'est le plus difficile, remettre de la cohérence.



La cohérence, c'est la taxe carbone aux frontières dont je viens de parler. C'est se dire si on fait un effort au niveau national, il ne faut pas que cet effort au niveau national, soit plus que compensé par des importations venues d'autres pays étrangers. Il faut que le libre-échange respecte ses engagements là. Vous ne pouvez pas faire des efforts de lutte contre le réchauffement climatique et dans le même temps, aller signer des accords multilatéraux ou des accords commerciaux avec des États qui ne respectent pas ses engagements de lutte contre le réchauffement climatique.

Comment est-ce que vous allez expliquer à nos compatriotes : « faites des efforts, luttiez contre le réchauffement climatique, faites attention aux rejets de CO₂, luttiez contre le gaspillage, n'utilisez plus de plastiques, essayez d'acheter un véhicule électrique, on met des bonus, on met des primes à la conversion, mais on a signé un accord avec des États qui se moquent totalement de l'Accord de Paris, qui contestent le réchauffement climatique, et qui ne veulent prendre aucune mesure de lutte contre le réchauffement climatique ». C'est totalement incohérent. Et c'est bien pour cela que le président de la République a indiqué très clairement que nous refuserions tout accord commercial avec un Etat qui ne respecte pas les accords de Paris.

Je crois beaucoup à cette importance de la cohérence dans les prises de positions politiques et c'est ce qu'il y a de plus difficile, parce que c'est une chose de dire on va faire un effort au niveau national, c'en est une autre de dire que nous allons aussi porter cet effort au niveau international et refuser des accords internationaux avec des États qui ne respectent pas les Accords de Paris. Mais je pense que cette cohérence, c'est ce qui fait la force de la position française, et c'est ce qui fera la force de la position européenne.

Nous avons aussi besoin de cohérence entre nos investissements nationaux et nos investissements dans les pays en voie de développement. Nous nous sommes engagés à fermer les dernières centrales à charbon en France d'ici 2022. Nous sommes aussi engagés à interdire les permis de recherche ou d'exploitations d'hydrocarbures sur le territoire français. La France ne doit pas faire chez les autres ce qu'elle n'accepte plus de faire chez soi. C'est aussi un principe de cohérence. Or, l'Etat à travers le Trésor public français a engagé un certain nombre de financements pour des projets qui émettent beaucoup de carbone, et qui ne sont pas cohérents avec notre stratégie de réduction du carbone.

L'Etat a donc pris l'engagement, à travers l'intervention du président de la République à l'Assemblée générale des Nations-Unies, de cesser de financer à moyen terme tous les projets qui contribueraient à la croissance des émissions de CO₂ en dehors de nos frontières. Qu'est-ce que cela va donner très concrètement ? Très concrètement, dans le budget 2020, nous mettrons fin aux garanties export pour tous les projets de recherche, d'extraction ou de production de charbon.

La France sera donc le premier Etat européen à interdire dans sa loi de finances, le financement public de projets charbon en dehors de ses frontières. C'est un changement radical et une mise en cohérence de nos décisions nationales avec nos décisions à l'exportation. C'est une décision difficile, coûteuse, compliquée à mettre en œuvre, mais qui marque l'engagement fort de la France en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Elle marque surtout la sincérité de notre engagement. Il est facile de dire « je ferme les centrales à charbon chez moi, mais je continue à les financer à l'extérieur, à travers les prêts du Trésor ou les garanties du Trésor ». Je le dis, à partir de 2020, la France se met en cohérence totale sur les projets charbon. Elle ferme chez soi et ne finance plus à l'extérieur. Les garanties export du Trésor sur tout projet de recherche extraction de production de charbon seront supprimées à partir du projet de loi de finances 2020. Et nous irons plus loin. Nous allons engager dans le cadre du Pacte productif qui doit être, je l'ai déjà dit, un pacte environnemental, une revue globale de toutes les garanties du Trésor à l'exportation. Et nous en tirerons toutes les conséquences, avec un objectif : utiliser les garanties du Trésor à l'étranger pour contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays



bénéficiaires, et pour soutenir les filières industrielles françaises qui participeront à cette réduction des émissions de gaz à effet de serre. Voilà les quelques éléments que je voulais vous présenter ce matin en profitant de cette reconstitution du Fonds vert, pour rappeler l'engagement total du président de la République et de la France dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Je voudrais terminer par des remerciements. Des remerciements à chacune des délégations présentes, à chacun des États qui ont accepté de porter à près de 10 milliards de dollars la reconstitution de ce Fonds vert. C'est un succès, et c'est un succès qui doit tout à votre engagement depuis des mois, à notre engagement collectif. Je sais, pour y avoir participé, que ce n'est pas facile d'aller chercher ces moyens, d'aller chercher ces soutiens financiers. Nous y sommes arrivés et nous y sommes arrivés grâce à vous.

Je veux redire à quel point cette lutte contre le réchauffement climatique, cette bataille, nous ne la gagnerons que si nous sommes ensemble, que si nous sommes audacieux et que si nous sommes cohérents. Ne faisons pas rentrer par la fenêtre ce que nous avons fait sortir par la porte. Ne faisons pas financer par je ne sais trop quels moyens, des projets carbonés que nous avons supprimés chez nous. Je pense que la lutte contre le réchauffement climatique mérite mieux. Notre planète mérite mieux. Elle mérite notre cohérence, elle mérite notre sincérité, elle mérite notre audace, elle mérite notre engagement. Tout ce que vous avez apporté aujourd'hui et tout ce pourquoi nous vous remercions.

Merci à tous.